



Commune de Florennes  
Province de Namur

Collège communal  
Place de l'Hôtel de ville 1  
5620 Florennes  
Tél. : 071 68 11 10  
Fax : 071 68 11 11



**DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME**

**Travaux non repris aux annexes 5 à 8 et  
dispensés d'architecte  
Démolition**

Agents traitants : Thibaut REMY  
071 68 14 60

Manon HUBERT  
Urbanisme@florennes.be

**Demandeur :**

Prénom & NOM : .....

Demeurant à .....

.....

Tél ..... GSM .....

Courriel ..... N° national .....

**Personne morale :**

Dénomination .....

Ayant établi ses bureaux à .....

.....

Personne de contact/qualité .....

Tél ..... Courriel .....

**Implantation du projet :**

Adresse .....

N° de la ou des parcelles cadastrales .....

Existence de servitude ou autres droits OUI / NON : .....

**Objet de la demande :**

Travaux à réaliser : .....

Descriptif des travaux : (actes & travaux projetés ; si démolition, affectation de la parcelle après travaux)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

### Antécédents de la demande :

Réunion de projet : ...../...../.....

Certificat d'urbanisme n°1 délivré le ...../...../..... à .....

Certificat d'urbanisme n°2 délivré le ...../...../..... à .....

Certificat de patrimoine délivré le ...../...../..... à .....

Autres permis relatifs au bien .....

.....

.....

### Situation juridique du bien :

Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

~~Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT~~

Plan de secteur : .....

.....

.....

Carte d'affectation des sols : .....

~~Schéma de développement pluricommunal~~

~~Schéma de développement communal~~

Schéma d'orientation local (ancien PCA et RUE) : .....

.....

~~Guide communal d'urbanisme~~

Guide régional d'urbanisme (entourer) : RGBZPU - accessibilité PMR - risque inondation/accident (D.IV.57 CoDT)

Permis d'urbanisation : .....

Lot n° .....

Bien comportant (entourer) : un arbre - un arbuste - une haie remarquable

~~Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification~~

Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbanisée, zone d'initiative privilégiée : .....

**Liste et motivation des dérogations et écarts :**

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme, ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13 du CoDT :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

**Décret relatif à la voirie communale :**

Non

Oui : description des travaux : .....

.....

**Décret relatif à la gestion des sols :**

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols. Joindre en annexe, les documents requis en application du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et de ses arrêtés d'application.

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

A ....., le .....

(signature)

**Liste simplifiée des documents à déposer (voir verso pour détails) :****En 2 exemplaires :**

- 1) Au moins 5 photos en couleurs, numérotées et différentes du bien concerné ainsi que des voisins
- 2) Notice d'évaluation des incidences
- 3) Annexe 8 – Décret sol
- 4) Formulaire PEB
- 5) Formulaire Statistique
- 6) Si modification de voirie, joindre le contenu de l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale

**En 6 exemplaires :**

- 7) Plan de situation où figure la parcelle dans son environnement      échelle 1/1.000<sup>e</sup> ou 1/500<sup>e</sup>
- 8) Plan d'implantation      échelle 1/250<sup>e</sup>

**SI VOUS ÊTES DANS LES CAS 8), 9), 10) DE LA PAGE SUIVANTE, JOINDRE LES DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES DEMANDES**

**Liste des documents à déposer en 4 exemplaires :**

- 1) Un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
  - deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
  - au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;
  - lorsque le projet implique l'application des articles D.IV.5 et D.IV.13 du CoDT ou lorsque le projet est situé dans un périmètre d'intérêt paysager, au moins trois prises de vue différentes éloignées qui permettent de visualiser le contexte paysager d'ensemble dans lequel s'insère le projet, avec indication sur la photographie du lieu d'implantation du projet ;
- 2) Notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;
- 3) Formulaire PEB ;
- 4) Formulaire Statistique ;
- 5) Si le permis est soumis au décret relatif à la voirie communale : création, modification ou suppression ; joindre en annexe le contenu prévu par l'article 11 du décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale ou l'autorisation définitive en la matière ;
- 6) Un plan de situation représentant le projet dans un rayon de 200 mètres figurant :
  - l'orientation
  - les voies de dessertes avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
  - l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres ;
  - l'indication numérotée des prises de vue du reportage photographique ;
- 7) Un plan représentant l'occupation de la parcelle et qui figure :
  - les limites de la parcelle concernée ;
  - le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle, à maintenir ou à démolir ;
  - le cas échéant, l'implantation des constructions projetées, l'indication des matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures ;
  - les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
  - l'aménagement maintenu ou projeté du sol de la parcelle concernée, en ce compris les zones de recul, les clôtures de celle-ci, les aires de dépôt, les aires de stationnement pour les véhicules, l'emplacement, la végétation existante qui comprend les arbres à haute tige, les haies à maintenir ou à abattre, ainsi que les arbres remarquables, les plantations ;
  - le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer le bon écoulement des eaux superficielles ;
  - le cas échéant, les mesures éventuelles à prendre pour assurer l'épuration des eaux usées ;
- 8) En cas de transformation d'une construction existante, création d'un ou plusieurs logements, de la construction d'une véranda, d'un volume secondaire ou d'une annexe, la visualisation du projet reprenant les constructions à transformer, à démolir ou à construire, dressée à l'échelle de 1/100<sup>e</sup> ou 1/50<sup>e</sup>, qui figure :
  - la vue en plan de chaque niveau ainsi que l'affectation actuelle et future des locaux ;
  - les élévations ;
  - les matériaux de parement des élévations et de couverture des toitures, existants et futurs, ainsi que leurs tonalités ;
  - les coupes transversales et longitudinales cotées qui comportent le niveau d'implantation du rez-de-chaussée, les niveaux du relief du sol existant et projeté et le profil des constructions

contiguës ainsi que la composition exacte des parois et de la toiture, l'indication des conduits de fumée et de ventilation ;

- le cas échéant, les calculs justifiant du respect du critère de salubrité visé à l'article 3. 5° du Code wallon du logement et de l'habitat durable et portant sur l'éclairage naturel ;
- 9)** En cas de placement d'enseignes ou de dispositif de publicité, d'une ou plusieurs installations fixes ou mobiles ou du placement d'un ou plusieurs modules de production d'électricité ou de chaleur :
- la vue en plan de l'installation ou du module ;
  - la vue en élévation de l'installation ou du module ;
  - l'indication des matériaux et leur tonalité ;
  - pour les enseignes et les dispositifs de publicité, l'indication du lettrage utilisé et, le cas échéant, de l'éclairage ;
- 10)** En cas de démolition d'une construction ou d'une installation :
- la vue en plan de la construction ou de l'installation concernée ;
  - au moins trois prises de vue significatives de la construction ou de l'installation concernées ;

**Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7 centimètres.**

## Extrait du Code du Développement Territorial

### **Art. D.IV.33**

Dans les vingt jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

- 1) si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet;
- 2) si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal.

À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de trente jours, le collège communal n'a pas informé par envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1° ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2° dans le délai de vingt jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

### **Art. R.IV.26-1**

(...)

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

### **Art. R.IV.26-3**

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter. L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du

Le Ministre-Président,  
Paul MAGNETTE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
Carlo DI ANTONIO